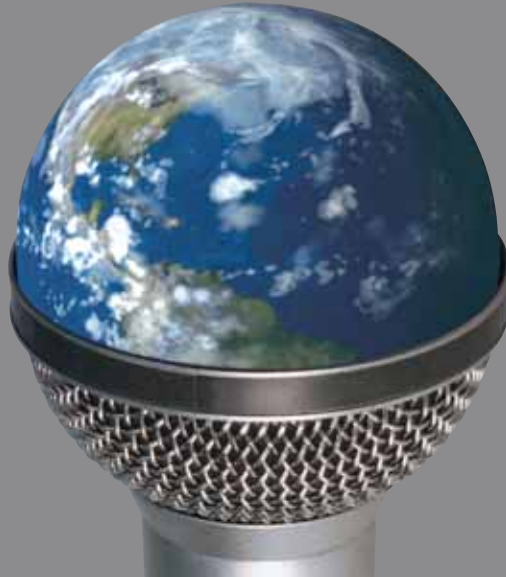


DOCUMENT SYNTHÈSE

OCTOBRE 2007



ENJEUX

DU MARCHÉ DU TRAVAIL
MONTRÉALAIS

2 0 0 8 - 2 0 1 1

Rédigé par le Groupe Dancause
et Associés et Emploi-Québec,
direction régionale de Montréal.

Conseil régional
des partenaires
du marché du travail

Québec

Emploi

Québec
Montréal



ON VEUT CONNAÎTRE VOTRE OPINION! ON VOUS DONNE LE MICRO! LA PAROLE EST À VOUS! FAITES-VOUS ENTENDRE!

- 3 Avant-propos
- 4 Principaux indicateurs du marché du travail
- 7 Portrait du marché du travail de l'île de Montréal
- 14 Éléments critiques liés à la main-d'œuvre
- 19 Éléments critiques liés aux employeurs
- 23 Enjeux du marché du travail
- 28 Annexe 1 - Réalités Montréalaises en bref
- 31 Annexe 2 - 4 grands enjeux
- 33 Annexe 3 - Glossaire
- 38 Annexe 4 - Acronymes



ON VEUT CONNAÎTRE VOTRE OPINION! ON VOUS DONNE LE MICRO! LA PAROLE EST À VOUS! FAITES-VOUS ENTENDRE!

AVANT-PROPOS

Ce document synthèse présente les faits saillants découlant d'une vaste étude réalisée par le Groupe Dancause pour le compte du Conseil régional des partenaires du marché du travail et d'Emploi-Québec, région de Montréal. Le but de cette étude : établir un portrait général de la situation actuelle et des tendances du marché du travail de l'île de Montréal en fonction de différents indicateurs économiques.

Sur la base des problématiques et constats mis en évidence dans cette étude et présentés dans cette synthèse, le Conseil régional des partenaires du marché du travail procédera à une consultation des acteurs du milieu afin de valider et de prioriser les principaux enjeux qui caractériseront le marché du travail de la région montréalaise pour la période triennale 2008-2011.

Soulignons que les pistes d'enjeux, prises en compte dans cette étude, sont en lien avec la mission et le mandat d'Emploi-Québec qui est de **«contribuer, de concert avec les partenaires du marché du travail, à développer l'emploi et la main-d'œuvre et de lutter contre le chômage dans une perspective de développement économique et social»**.

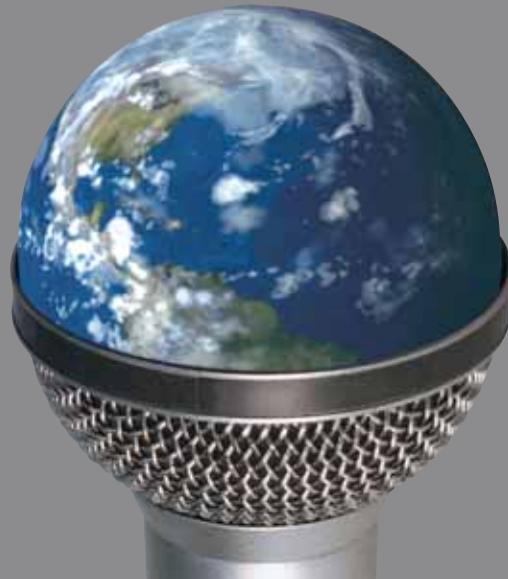
Le lecteur trouvera, dans les prochaines sections du document, les caractéristiques du marché du travail de l'île de Montréal et les tendances pour la période 2008-2011, les éléments critiques au niveau de l'offre et de la demande de main-d'œuvre et enfin, les principaux enjeux du marché du travail.

L'étude détaillée, qui fait l'objet d'un document à part, est le résultat de l'analyse d'un nombre important d'études et données sur le marché du travail publiées entre 1999 et 2007. Il est important de noter que, à défaut d'uniformité dans les bases méthodologiques et les périodes couvertes, il n'a pas toujours été possible de faire des analyses comparatives sur tous les sujets présentés. Le lecteur est donc avisé de porter une attention toute particulière aux références.

Précisons que cette étude n'avait pas pour but de présenter en détail les problèmes par types de clientèle et secteur d'activité économique ou encore pour chacun des arrondissements de Montréal, ni de faire l'évaluation des précédents plans d'action ou de proposer des pistes d'action.

Enfin, plusieurs personnes et organismes ont contribué à cette analyse. La liste exhaustive des documents, données et personnes mis à contribution apparaît dans le rapport détaillé publié par le Groupe Dancause en collaboration avec la direction régionale de Montréal d'Emploi-Québec.

PRINCIPAUX INDICATEURS
DU MARCHÉ DU TRAVAIL



ENJEUX
DU MARCHÉ DU TRAVAIL
MONTRÉALAIS
2 0 0 8 - 2 0 1 1



ON VEUT CONNAÎTRE VOTRE OPINION! ON VOUS DONNE LE MICRO! LA PAROLE EST À VOUS! FAITES-VOUS ENTENDRE!

Le **marché du travail** est un concept économique qui désigne le processus par lequel s'établit la relation entre l'offre et la demande d'emplois dans une région particulière¹. L'analyse du fonctionnement du marché du travail se fait à partir de données démographiques et statistiques qui mesurent la disponibilité de la population en âge de travailler, le niveau de participation et de non-participation au travail de la population en âge de travailler ainsi que le niveau d'emploi par secteur d'activité.

Pour déterminer la performance du marché du travail, le **taux d'activité**, le **taux d'emploi** et le **taux de chômage** sont les trois **principaux indicateurs** utilisés :

- Le **taux d'activité** mesure le nombre de personnes de 15 ans et plus en âge de travailler qui sont en emploi ou en chômage (population active) par rapport au nombre total de personnes de 15 ans et plus dans la population :

$$\text{Taux d'activité} = (\text{population active} / \text{population 15 ans et plus}) \times 100$$

- Le **taux d'emploi** mesure le nombre de personnes qui occupent un emploi, peu importe le lieu de travail, contre rémunération ou à leur compte ou qui sont temporairement absentes de leur travail pour cause de vacances, maladie, conflit de travail ou autres raisons (nombre d'emplois) par rapport au nombre total de personnes de 15 ans et plus dans la population :

$$\text{Taux d'emploi} = (\text{nombre d'emplois} / \text{population 15 ans et plus}) \times 100$$

- Le **taux de chômage** est calculé comme suit :

$$\text{Taux de chômage} = (\text{nombre de chômeurs} / \text{population active}) \times 100.$$

Par ailleurs, certains **facteurs d'ordre économique et structurel** ont une influence sur le dynamisme du marché du travail. Comme l'illustre le Tableau 1, les facteurs les plus importants sont :

¹ Office de la langue française



ENJEUX
DU MARCHÉ DU TRAVAIL
MONTRÉALAIS
2008 - 2011

LA PAROLE EST À VOUS! FAITES-VOUS ENTENDRE!
ON VEUT CONNAÎTRE VOTRE OPINION! ON VOUS DONNE LE MICRO!

TABLEAU 1
FACTEURS DE DYNAMISME DU MARCHÉ DU TRAVAIL

FACTEURS	IMPACT POSITIF	IMPACT NÉGATIF
Profil de la population active	Hausse de la proportion de personnes de 25 à 54 ans	Baisse de la proportion des personnes de 25 à 54 ans
Qualification (scolarité) de la population.	Forte diplomation de niveau post secondaire	Faible diplomation de niveau post secondaire
Composition du tissu économique	Secteurs d'activité générant des biens et services à haute valeur ajoutée qui se distinguent sur les marchés internationaux (entreprises dynamiques et innovatrices)	Secteurs ayant peu d'avantages concurrentiels sur les marchés mondiaux (faible productivité)
Taux d'intérêt	Hétérogénéité des entreprises	Homogénéité des entreprises
Niveau de consommation	Bas	Élevés
Niveau d'investissement des entreprises	À la hausse	À la baisse
	Continu ou en hausse	À la baisse

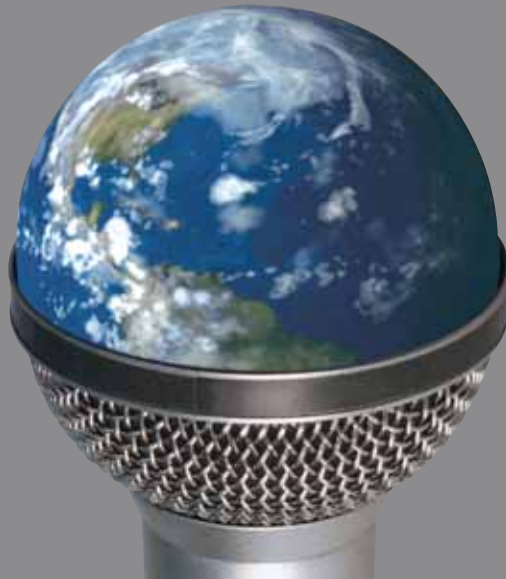
Enfin, les notions de base suivantes sont utiles à la compréhension des indicateurs et données présentés tout au long de l'étude :

- Les indicateurs, en général, sont basés sur les déclarations² des personnes résidant sur le territoire de l'île de Montréal.
- Au Québec comme au Canada, seules les personnes âgées de 15 ans et plus sont considérées en âge de travailler et tous les calculs et statistiques sont basés sur cette définition, à moins d'avis contraire.
- Les personnes en emploi comme celles en chômage, donc à la recherche d'un emploi, sont incluses dans la population active sur le marché du travail. À noter que toutes les personnes en chômage ne sont pas nécessairement prestataires de l'assurance-emploi ou de l'aide sociale et que, par définition, les chômeurs sont nécessairement en recherche d'emploi.

Le lecteur trouvera en annexe un glossaire des termes et acronymes utilisés dans cette étude.

² Les données proviennent de deux sources principales soit l'Enquête sur la population active et le recensement 2001 de la population, réalisés par Statistique Canada.

PORTRAIT DU MARCHÉ DU TRAVAIL
DE L'ÎLE DE MONTRÉAL



ENJEUX
DU MARCHÉ DU TRAVAIL
MONTRÉALAIS
2 0 0 8 - 2 0 1 1



ENJEUX
DU MARCHÉ DU TRAVAIL
MONTREALAIS
2008 - 2011

À VOUS! FAITES-VOUS ENTENDRE!

LA PAROLE EST À VOUS!

ON VEUT CONNAÎTRE VOTRE OPINION!

ON VOUS DONNE LE MICRO!

Cette section présente un portrait de l'offre et de la demande de main-d'œuvre sur le territoire de l'île de Montréal ainsi que les tendances pour la période de 2008 à 2011.

TABLEAU 2
**PRINCIPAUX INDICATEURS DU MARCHÉ DU TRAVAIL
DE L'ÎLE DE MONTRÉAL**

INDICATEURS	MOYENNE ANNUELLE 2006	MOYENNE ANNUELLE 2005
	(En milliers)	
Population de 15 ans et plus	1 583,3	1 569,4
Population active	1 045,5	1 031,1
Emploi	940,2	920,3
Temps plein	753,2	757,0
Temps partiel	186,9	163,2
Chômeurs	105,4	110,9
	(En pourcentage)	
Taux d'activité	66,0 %	65,7 %
Taux d'emploi	59,4 %	58,6 %
Taux de chômage	10,1 %	10,8 %

Source : Statistique Canada, Enquête sur la population active, compilation spéciale de la Direction régionale d'Emploi-Québec de Montréal.

Le marché du travail montre des signes d'amélioration

Le taux d'activité sur le territoire de l'île de Montréal a atteint 66,0 % en 2006, en hausse de 6,5 points de pourcentage depuis 1996. Il s'agit de la meilleure performance depuis les vingt dernières années. Il en va de même pour le taux d'emploi qui a bondi de 8,1 points de pourcentage depuis 1996 pour se situer à 59,4 % en 2006, un record depuis au moins vingt ans. Entre le premier semestre de 2006 et celui de 2007, le taux d'emploi sur l'île de Montréal a légèrement augmenté (de 0,2 point de pourcentage) et que le taux de chômage a reculé de 2,4 points de pourcentage pour se situer à 8,6 %. Le taux d'activité affiche une baisse de 1,5 point et atteint 64,1 % en moyenne au premier semestre de 2007.



ENJEUX
DU MARCHÉ DU TRAVAIL
MONTRÉALAIS
2 0 0 8 - 2 0 1 1

ON VEUT CONNAÎTRE VOTRE OPINION! ON VOUS DONNE LE MICRO! LA PAROLE EST À VOUS! FAITES-VOUS ENTENDRE!

TABLEAU 3
CARACTÉRISTIQUES DU MARCHÉ DU TRAVAIL
SELON LE GROUPE D'ÂGE, POPULATION DE 15 ANS ET PLUS,
ÎLE DE MONTRÉAL ET ENSEMBLE DU QUÉBEC, 2006

	MONTRÉAL			QUÉBEC
	POPULATION ACTIVE EN 2006 (MILLIERS DE PERSONNES)	PROPORTION DE LA POPULATION ACTIVE EN 2006	TAUX D'ACTIVITÉ PAR GROUPE D'ÂGE À MONTRÉAL	TAUX D'ACTIVITÉ PAR GROUPE D'ÂGE AU QUÉBEC
15 ans et plus	1 045,5	100,0%	66,0%	65,5%
15-24 ans	155,8	14,9%	61,9%	66,2%
25-34 ans	261,7	25,0%	83,8%	86,8%
35-44 ans	254,9	24,4%	85,5%	87,6%
45-54 ans	229,5	22,0%	83,4%	84,7%
55-64 ans	119,7	11,4%	59,8%	52,0%
65 et +	23,9	2,3%	9,7%	6,4%

Source : Institut de la statistique du Québec, 2006, compilation spéciale du Groupe Dancause, juillet 2007.

Entre 2001 et 2006, l'emploi a connu une hausse sur l'île de Montréal. En effet, durant cette période, le nombre de personnes en emploi résidant sur l'île de Montréal a augmenté de 9%, pendant qu'il s'accroissait de 9,2% dans la région métropolitaine de recensement (RMR) de Montréal.

En 2006, la population active de l'île de Montréal était composée à 71,4% de personnes âgées entre 25 et 54 ans (tableau 3). On comptait 53,2% d'hommes et 46,8% de femmes. Par rapport au reste du Québec, Montréal a une plus grande proportion de personnes entre 25 et 44 ans et de 65 ans et plus sur le marché du travail.

Lors du recensement de 2001, les personnes nées hors Canada représentaient 29,2% de la population active. Selon les plus récentes données du ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles³, Montréal a accueilli 128 807 nouveaux immigrants de 15 ans et plus entre 2002 et 2006, ce qui devrait faire augmenter leur part dans la population active, puisque la population totale de l'île de Montréal est restée à un niveau relativement stable depuis 2003, avec 1 874 000 habitants en 2006⁴.

³ Ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles, Tableaux sur l'immigration au Québec 2001-2005, Direction de la recherche et de l'analyse prospective, mars 2006.

⁴ Ville de Montréal, *Bilan économique de l'agglomération de Montréal 2006*, p.18.



ENJEUX
DU MARCHÉ DU TRAVAIL
MONTRÉALAIS
2 0 0 8 - 2 0 1 1

ON VEUT CONNAÎTRE VOTRE OPINION! ON VOUS DONNE LE MICRO! LA PAROLE EST À VOUS! FAITES-VOUS ENTENDRE!

Une population de plus en plus scolarisée

En ce qui a trait au niveau de scolarité, bien que les derniers chiffres datent de 2001 (tableau 4), ils démontrent que 82 % de la population de 25 à 54 ans détient au moins un certificat d'études secondaires ou de métier. Les plus récentes analyses tendent à confirmer que la scolarité des nouvelles générations est en augmentation, en particulier pour les études post-secondaires.

TABLEAU 4
SCOLARITÉ MAXIMALE ATTEINTE SELON L'ÂGE
RÉGION ADMINISTRATIVE DE MONTRÉAL - 2001

	15 ANS ET PLUS		25 À 54 ANS	
	NOMBRE	%	NOMBRE	%
Total - Plus haut niveau de scolarité atteint	1 491 910	100 %	822 675	100 %
■ Inférieur à la 9^e année	212 240	14 %	53 220	6 %
■ De la 9^e à la 13^e année	416 600	28 %	196 915	24 %
Sans certificat d'études secondaires	206 755	14 %	86 050	10 %
Avec certificat d'études secondaires	209 850	14 %	110 860	13 %
Certificat ou diplôme de métier	40 980	3 %	24 910	3 %
■ Études collégiales	316 730	21 %	190 155	23 %
Sans certificat ou diplôme	105 955	7 %	49 885	6 %
Avec certificat ou diplôme	210 775	14 %	140 270	17 %
■ Études universitaires	505 355	34 %	357 465	43 %
Sans grade	182 460	12 %	111 660	14 %
Sans certificat ou diplôme	43 745	3 %	23 795	3 %
Avec certificat ou diplôme	138 715	9 %	87 860	11 %
Avec baccalauréat ou diplôme supérieur	322 900	22 %	245 805	30 %

Source : Données du recensement de 2001, compilation spéciale du ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport, août 2007.

La population active devrait demeurer stable

Malgré le début du déclin⁵ de la population québécoise dans les prochaines années, les spécialistes du Centre d'étude sur l'emploi et la technologie (CETECH) d'Employ-Québec ne prévoient pas que l'île de Montréal sera touchée pendant la période 2008-2011. Ainsi, son niveau de population active devrait rester relativement stable, voire augmenter légèrement grâce à l'immigration et au report de l'âge de la retraite⁶.

⁵ Déclin occasionné par le faible niveau de natalité et le vieillissement de la population québécoise.

⁶ Ce phénomène en émergence a été démontré dans l'article de Frédéric Lesemann, « La retraite de la retraite », Vie et vieillissement, vol. 5, n°4, 2006, p. 15-19.



ENJEUX
DU MARCHÉ DU TRAVAIL
MONTRÉALAIS
2 0 0 8 - 2 0 1 1

ON VEUT CONNAÎTRE VOTRE OPINION! ON VOUS DONNE LE MICRO! LA PAROLE EST À VOUS! FAITES-VOUS ENTENDRE!

Tertiarisation de l'économie de l'île de Montréal

Avec 940 200 résidents en emploi⁷, Montréal représente près de 25 % des 3,7 millions d'emplois au Québec, soit l'équivalent de son poids démographique. Selon les analyses du CETECH, les emplois sur l'île de Montréal, comme dans beaucoup d'autres métropoles occidentales, continuent depuis 20 ans leur transition vers le secteur des services, qui est passé de 651 300 (75 %) résidents en emploi en 1987 à 779 426 (82,9 %) en 2006, au détriment du secteur de la fabrication qui lui a subi une baisse, passant de 20,8 % des emplois à 13,2 % pendant la même période.

De plus, les emplois sont concentrés dans deux territoires⁸ de Centres locaux d'emploi de l'île de Montréal, soit le regroupement de l'Ouest avec la haute technologie (biopharmaceutique, aérospatiale, informatique et électronique, finances) et celui du Centre avec les services dits « dynamiques » (technologies de l'information et des communications, services professionnels, scientifiques et techniques, finances).

Les plus forts taux de croissance de l'emploi proviendront des secteurs des **services professionnels, scientifiques et techniques et des soins de santé et de l'assistance sociale**, deux secteurs qui requièrent une main-d'œuvre plus qualifiée, alors que les secteurs qui connaîtront une décroissance sont principalement ceux qui demandent une main-d'œuvre moins qualifiée. Cette tendance confirme que l'île de Montréal continuera d'avoir besoin d'une main-d'œuvre qualifiée.

⁷ Les données sur l'emploi sous-estiment le nombre de postes sur l'île de Montréal. Elles sont basées sur le lieu de résidence du répondant et non en fonction de son lieu de travail. Seul le recensement de Statistique Canada permet de faire ce type de distinction. D'après les calculs d'Emploi-Québec région de Montréal, basés sur le recensement de 2001, il y avait 1 108 475 emplois sur l'île de Montréal en 2001, soit 32,2 % des emplois du Québec. Ainsi, on estime à au moins 28,9 % le nombre d'emplois occupés à Montréal par des non-résidents qui font la navette entre des municipalités en périphérie dans la région métropolitaine de recensement (RMR) et Montréal.

⁸ Regroupement de l'Ouest (Côte-des-Neiges, Saint-Laurent, Ouest-de-l'île), regroupement du Centre (Plateau-Mont-Royal, Saint-Alexandre).



ON VEUT CONNAÎTRE VOTRE OPINION! ON VOUS DONNE LE MICRO! LA PAROLE EST À VOUS! FAITES-VOUS ENTENDRE!

Effritement de la compétitivité des entreprises

Autre particularité, l'économie de Montréal repose à 97% sur des entreprises dont la taille est de moins de 100 employés. Selon l'édition 2007 du **Tableau de bord des systèmes régionaux d'innovation au Québec** publié par le ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation, Montréal représentait en 2003 :

- 59,9% de l'effort total en recherche et développement du Québec. Toutefois, le poids de la haute technologie y glissait pour la première fois depuis 1997 sous la barre de 40%⁹ ;
- 31,7% des investissements des entreprises en matériel et outillage du Québec malgré un recul constant du niveau d'investissements annuels depuis 1998¹⁰.

Enfin, au chapitre de la productivité, les études comparatives¹¹ classent Montréal parmi les dernières des plus grandes régions métropolitaines d'Amérique du Nord.

⁹ En 2003, avec des dépenses de R-D de 4 159 M\$, les dépenses intérieures de recherche et développement (DIRD) en pourcentage du produit intérieur brut (PIB) se chiffrent à près de 5%, un maximum historique. En contrepartie, dans l'île de Montréal, la haute technologie n'évolue pas au diapason des autres secteurs en raison du repli observé dans les technologies de l'information. Ainsi, le poids de la haute technologie a glissé sous la barre de 40% pour la première fois depuis 1997.

¹⁰ Bien qu'elle soit en tête de liste des investissements des entreprises, l'île de Montréal est l'une des quatre régions où le niveau des investissements recule depuis 1998.

¹¹ Signes vitaux du Grand Montréal, Bilan de santé de la région métropolitaine de Montréal 2006, Secor Conseil pour la Fondation du Grand Montréal; Tendances et conditions dans les régions métropolitaines de recensement – Le Canada et ses villes mondiales: conditions socio-économiques à Montréal, Toronto et Vancouver, Statistique Canada, juillet 2006; Competitive Cities in the Global Economy, OCDE 2006, Examens territoriaux: Montréal, Canada, OCDE 2004; L'économie métropolitaine 2003, 2^e trimestre, Communauté métropolitaine de Montréal.



ENJEUX
DU MARCHÉ DU TRAVAIL
MONTREALAIS
2 0 0 8 - 2 0 1 1

TABLEAU 5 PRÉVISIONS ÉCONOMIQUES 2007-2011

PRINCIPAUX INDICATEURS : PRÉVISIONS DU CONFERENCE BOARD DU CANADA,
RMR DE MONTRÉAL, 2007 À 2011⁵

TAUX DE CROISSANCE PRÉVU EN POURCENTAGE

	2007	2008	2009	2010	2011
PIB	▲ 2,6	▲ 3,0	▲ 2,9	▲ 2,9	▲ 2,9
Population	▲ 0,8	▲ 0,8	▲ 0,8	▲ 0,9	▲ 0,9
PIB par habitant	▲ 1,7	▲ 2,1	▲ 2,0	▲ 2,0	▲ 2,0
Nombre d'emplois	▲ 1,7	▲ 1,2	▲ 1,5	▲ 1,4	▲ 1,3
Taux de chômage	▼ 8,1	▼ 7,9	▼ 7,7	▼ 7,5	▼ 7,3
Revenu disponible par habitant	▲ 4,6	▲ 2,5	▲ 3,6	▲ 3,5	▲ 3,5
Mises en chantier	▼ -21,1	▼ -11,1	▼ -0,6	▼ -1,9	▼ -1,3
Ventes au détail	▲ 5,5	▲ 5,1	▲ 5,3	▲ 5,0	▲ 5,1

⁵ Prévisions de mars 2007.

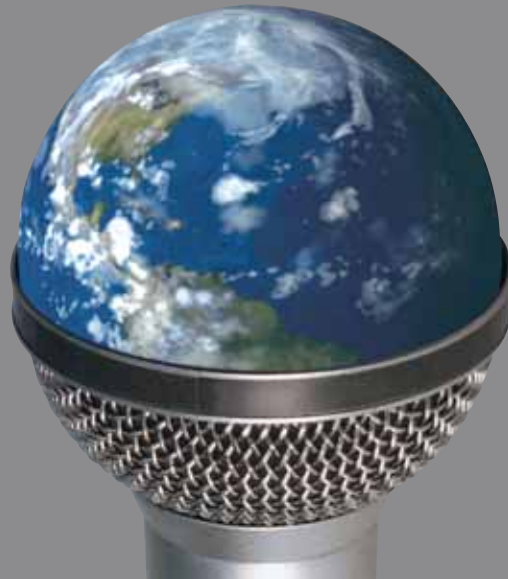
Source : *Bilan économique 2006 de l'agglomération de Montréal* de la ville de Montréal, p. 25

Un essoufflement de l'économie est à prévoir

Pour la région métropolitaine de recensement de Montréal, les prévisions 2008-2011 du Conference Board du Canada (tableau 5) annoncent un certain essoufflement de l'économie, considérant la faible croissance démographique de Montréal (<1%). Le taux annuel de 1,7% de croissance des emplois prévu pour 2007 devrait diminuer année après année pour atteindre 1,3% en 2011. Selon l'organisme, le secteur des services sera le principal générateur d'emplois au cours de cette période. Le taux de chômage devrait alors se rapprocher de 7%. La baisse des mises en chantier résidentielles demeure la seule ombre au tableau.

ON VEUT CONNAÎTRE VOTRE OPINION! ON VOUS DONNE LE MICRO! LA PAROLE EST À VOUS! FAITES-VOUS ENTENDRE!

ÉLÉMENTS CRITIQUES LIÉS À LA MAIN-D'ŒUVRE



ENJEUX
DU MARCHÉ DU TRAVAIL
MONTREALAIS
2 0 0 8 - 2 0 1 1



ENJEUX
DU MARCHÉ DU TRAVAIL
MONTREALAIS
2 0 0 8 - 2 0 1 1

FAITES-VOUS ENTENDRE!

À VOUS! LA PAROLE EST À VOUS!

ON VEUT CONNAÎTRE VOTRE OPINION! ON VOUS DONNE LE MICRO!

Emploi-Québec dessert un large éventail de clientèles à risque de chômage ou faisant face à des obstacles à l'emploi, en leur offrant de l'aide sous différentes formes dont le soutien du revenu, des services de placement et de la formation.

Diminution du nombre de prestataires

Comme l'illustre le tableau 6, le dynamisme du marché du travail s'est concrétisé, entre 2001 et 2006, par une baisse du nombre de prestataires tant de l'assurance-emploi que de l'aide sociale, particulièrement chez les jeunes de moins de 30 ans à l'aide sociale dont le nombre a diminué de plus de 20 %.

TABLEAU 6

ÉVOLUTION DU NOMBRE DE PRESTATAIRES DES PROGRAMMES D'EMPLOI-QUÉBEC 2001-2006 ÎLE DE MONTRÉAL

PRESTATAIRES	2001	2006	ÉCART (%)
Assurance-emploi*	47 748	46 657	-2,3 %
Aide sociale**	109 089	96 154	-11,9 %

* Prestataires actifs et aptes au travail, comparaison sur la période d'avril 2000 à mars 2001 avec celle d'avril 2005 à mars 2006.

** Prestataires sans contraintes et avec contraintes temporaires, comparaison des mois de mars 2001 et mars 2006.

Source : Compilation spéciale d'Emploi-Québec, région de Montréal, juillet 2007.

En effet, la performance économique a permis aux personnes qui pouvaient répondre rapidement aux besoins du marché du travail de se trouver assez facilement un emploi. Mais d'autres groupes de personnes font face à des obstacles et connaissent plus de difficultés à intégrer le marché du travail. Ces derniers peuvent avoir des besoins plus importants d'accompagnement pour intégrer le marché du travail. Un portrait complet de l'ensemble des groupes est présenté dans le rapport détaillé de l'étude.

Difficile réinsertion pour les personnes plus âgées et faiblement scolarisées

L'analyse des données par groupe d'âge indique que certains travailleurs d'expérience de l'île de Montréal ont vu leur situation se détériorer entre 2001 et 2006. Il s'agit d'ailleurs du seul groupe à avoir enregistré une augmentation du nombre de prestataires tant de l'assurance-emploi que de l'aide sociale. Ainsi, le nombre de prestataires de l'assurance-emploi de 45 à 54 ans a augmenté de 9,9 % (de 9 415 à 10 343) et celui des prestataires de 55 à 64 ans, de 16,2 % (de 4 987 à 5 793). Pour ce qui est de l'aide sociale, le nombre de prestataires de 55 à 59 ans se démarque par une hausse de 6,4 % (8 194 à 8 716) alors que tous les autres groupes d'âge ont connu une baisse. De plus, près d'un prestataire sur deux de l'aide sociale né au Canada (48,9 %) n'a pas atteint le niveau de 5^e secondaire et une majorité d'entre eux ont plus de 45 ans, ce qui rend leur réintégration au marché du travail encore plus difficile.



Obstacles à l'intégration sur le marché du travail des personnes nées hors Canada

Les personnes nées hors Canada âgées entre 15 et 64 ans, représentaient 30,6 % de la population active de Montréal en 2001 ont vu leur proportion augmenter à l'aide sociale, passant de 47,2 % des prestataires en 2001 (51 512 personnes) à 52,2 % en 2006 (50 172 personnes). Malgré une augmentation de leur proportion à l'aide sociale, il faut souligner une diminution de 1 340 prestataires nés hors Canada entre 2001 et 2006. Ce groupe de personnes rencontre des problèmes spécifiques tels que la non-reconnaissance des formations acquises à l'étranger, le manque d'expérience sur le marché du travail au Québec et l'inadéquation entre le domaine de formation et les besoins du marché du travail.

Parmi les personnes nées hors Canada prestataires de l'aide sociale en 2006, plusieurs sont faiblement scolarisées¹² (22,3 %), malgré une baisse de 5,7 points de pourcentage depuis 2001. Toutefois, la proportion de celles qui ont fait des études universitaires a augmenté de 2,5 points de pourcentage entre 2001 et 2006.

En 2001, parmi l'ensemble de la population active salariée de 15 ans et plus, la proportion des femmes nées hors Canada sur l'île de Montréal était plus faible que celle des femmes nées au Canada, soit 45,8 % contre 50,5 %. À l'inverse, cette proportion était supérieure pour les hommes nés hors Canada, soit 54,2 % comparativement à 49,5 % chez les hommes nés au Canada. Sur le plan du revenu total médian, les femmes nées hors Canada étaient fortement défavorisées avec un revenu annuel de 20 723 \$ contre 26 010 \$ pour les hommes nés hors Canada, par rapport au 26 379 \$ pour les femmes nées au Canada et 31 312 \$ pour les hommes nés au Canada.

En outre, la situation des immigrants récents, soit ceux qui sont arrivés entre 1996 et 2001, qui ont entre 15 et 64 ans et qui résident sur l'île de Montréal, montre des tendances préoccupantes :

- Ces nouveaux arrivants présentent un taux d'emploi beaucoup plus faible que celui des résidents nés au Canada, soit 49,0 % contre 71,1 % ;
- Toujours en 2001, leur taux d'activité était de 63,6 %, en comparaison de 76,7 % pour les personnes nées au Canada ;
- Le taux de chômage des personnes immigrantes arrivées entre 1996 et 2001 était de 23,0 % au moment du recensement de 2001, contre 7,4 % pour l'ensemble de la population née au Canada.

Cependant, il faut mentionner que la situation des personnes immigrantes, relativement au marché du travail, évolue et s'améliore avec la durée de résidence.

¹² Moins que la 5^e secondaire.



ENJEUX
DU MARCHÉ DU TRAVAIL
MONTRÉALAIS
2008 - 2011

Situation critique des minorités visibles à l'égard du marché du travail

Les indicateurs du marché du travail (taux d'activité, taux d'emploi et taux de chômage) sont très utiles pour estimer les difficultés d'intégration d'un groupe. À ce chapitre, le recensement de 2001 nous indique que les personnes faisant partie de minorités visibles sur l'île de Montréal représentaient 77 % du total des minorités visibles du Québec et 19 % de la population totale de l'île. Elles vivaient une situation inférieure à celle des non-membres de minorités visibles pour ce qui est de leur participation au marché du travail, comme il est démontré au tableau 7.

TABLEAU 7
**PRINCIPAUX INDICATEURS DU MARCHÉ DU TRAVAIL 2001
MEMBRES ET NON-MEMBRES DE MINORITÉS VISIBLES
ÂGÉS DE 15 À 64 ANS - ÎLE DE MONTRÉAL**

	TAUX D'ACTIVITÉ	TAUX D'EMPLOI	TAUX DE CHÔMAGE
Membres de minorités visibles	66,9 %	55,8 %	16,6 %
Non-membres de minorités visibles	76,3 %	70,5 %	7,5 %

Source : Statistique Canada, Recensement 2001, compilation spéciale de la Direction régionale de Montréal, Emploi-Québec, septembre 2007

Les données statistiques montrent la particularité de la situation de certains groupes vis-à-vis de l'emploi. De toute évidence, ces groupes se trouvent dans une situation moins avantageuse que l'ensemble de la population. En vue d'améliorer de façon significative leur situation, il appert que seule une action concertée des intervenants engagés dans le soutien à l'intégration et au maintien en emploi est requise : organismes gouvernementaux, paragouvernementaux et communautaires, entreprises et associations de travailleuses et travailleurs. Il appert également que l'intégration et le maintien en emploi en toute équité de ces groupes résident dans la mise en place de mesures, dont certaines devront être ajustées afin de répondre aux besoins particuliers des catégories de personnes pour qui la réalité est particulièrement précaire.

ON VEUT CONNAÎTRE VOTRE OPINION! ON VOUS DONNE LE MICRO! LA PAROLE EST À VOUS! FAITES-VOUS ENTENDRE!



Des clientèles à ne pas négliger

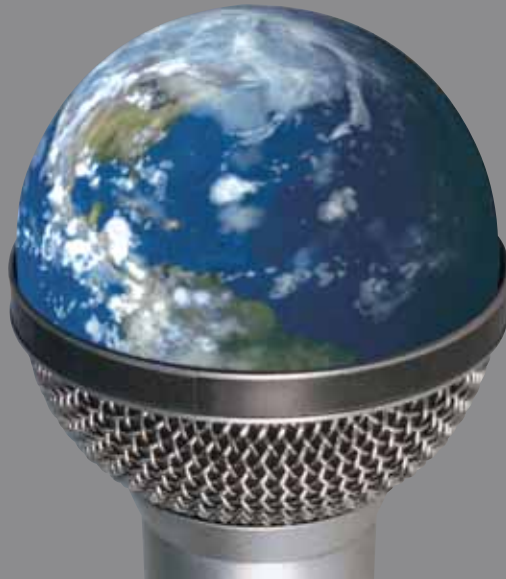
D'autres groupes sous-représentés sur le marché du travail, telles les personnes handicapées, les femmes chefs de famille monoparentale et les personnes judiciairisées, requièrent encore une attention particulière. À titre d'exemple, les personnes handicapées représentent un groupe désavantagé en matière de formation et d'emploi. Ainsi, le taux d'emploi des personnes ayant une incapacité était de 35,0% en 2001 comparativement à 70,0% pour la population sans incapacité.¹³

Toutefois, notre connaissance régionale des réalités de ces clients est plutôt limitée. Des actions à cet égard devraient être prévues pour s'assurer d'optimiser la participation de ces groupes au marché du travail de Montréal.

ON VEUT CONNAÎTRE VOTRE OPINION! ON VOUS DONNE LE MICRO! LA PAROLE EST À VOUS! FAITES-VOUS ENTENDRE!

¹³ Développement des ressources humaines Canada, Enquête sur la participation et les limitations d'activité, 2001.

ÉLÉMENTS CRITIQUES LIÉS AUX EMPLOYEURS



ENJEUX
DU MARCHÉ DU TRAVAIL
MONTREALAIS
2 0 0 8 - 2 0 1 1



En complémentarité avec d'autres ministères et ses partenaires, Emploi-Québec peut jouer un rôle important pour influencer la productivité des entreprises. Le rôle du service public d'emploi, du point de vue de l'économie et de la productivité, vise particulièrement la pleine utilisation des qualifications professionnelles de la main-d'œuvre existante ainsi que l'amélioration des pratiques de formation et de gestion des ressources humaines pour faire face aux changements organisationnels et technologiques.

Faible productivité des entreprises

La productivité dépend de l'interaction entre plusieurs facteurs complémentaires, par exemple l'investissement dans les nouvelles technologies et la formation de la main-d'œuvre. Il est facile de confondre le concept de productivité avec celui de compétitivité ou celui du niveau de vie. Pour une meilleure compréhension, voici les principales distinctions entre ces concepts :

- la **productivité** correspond à la production réalisée par une économie par heure travaillée ;
- la **compétitivité** des entreprises correspond à leur capacité à concurrencer les entreprises étrangères sur les marchés extérieurs et les importations sur le marché intérieur ;
- quant au **niveau** de vie, il correspond à la valeur des biens et services produits par une économie en une année.

Par conséquent, toute baisse de compétitivité aura assurément des répercussions négatives sur le niveau de vie ; mais une hausse de la compétitivité qui ne repose pas au premier chef sur la productivité aura aussi pour effet de réduire le niveau de vie. La productivité est le seul moyen qui permette d'accroître la compétitivité sans réduire le niveau de vie.

Or, l'île de Montréal occupe une position de queue en matière de productivité comparativement à plusieurs métropoles canadiennes et américaines¹⁴. La faiblesse de cette productivité trouve son explication, d'une part, dans le manque de compétence et de formation de la main-d'œuvre et, d'autre part, dans la faiblesse des investissements des entreprises en recherche et développement et dans des équipements. La composition de la structure économique de l'île de Montréal peut aussi expliquer cette faible performance par rapport à d'autres métropoles nord-américaines. Une économie où se concentrent des entreprises ayant une productivité plus grande se démarquera certainement des autres.

¹⁴ Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), Examens territoriaux de l'OCDE – Montréal, Canada, 2004, Paris, 193 p.



ON VEUT CONNAÎTRE VOTRE OPINION! ON VOUS DONNE LE MICRO! LA PAROLE EST À VOUS! FAITES-VOUS ENTENDRE!

La gestion efficace des ressources humaines est un outil important pour améliorer la productivité dans une entreprise. Avoir les bons employés et en nombre suffisant, s'assurer qu'ils sont dans les bons postes, les utiliser selon leur potentiel, maintenir leur expertise et savoir les retenir sont des éléments qui permettent aux entreprises de maintenir ou d'accroître leur productivité.

Le sous-investissement des entreprises dans l'amélioration de leurs moyens de production les amène à produire aujourd'hui avec une technologie dépassée. L'acquisition d'équipements plus récents permettrait d'améliorer cette productivité. Cela est vrai tant pour le secteur manufacturier que pour celui des services.

Un autre élément pouvant expliquer la faiblesse de la productivité à Montréal provient de la structure de son économie. Les grandes entreprises sont le principal moteur de la diffusion des technologies avancées et de la productivité, ce qui se voit notamment dans le fait que les salaires augmentent avec la taille des entreprises. La proportion élevée de petites entreprises à Montréal est l'un des éléments souvent avancés pour expliquer son retard de productivité (comme c'est aussi le cas pour l'ensemble du Québec où cette proportion demeure plus élevée qu'en Ontario et aux États-Unis, malgré le fait que l'emploi ait eu tendance à se déplacer vers les grandes entreprises ces dernières années).

À long terme, avec la raréfaction de la main-d'œuvre que le vieillissement occasionnera et l'augmentation des pénuries de main-d'œuvre qui pourrait en découler, les entreprises devront apprendre à mieux utiliser les ressources, à faire plus avec autant, voire moins. L'augmentation de la productivité semble la seule solution possible, viable et souhaitable.

Besoin important de remplacement

Durant la période de 2006 à 2010, on estime à 170 000 le nombre de postes à remplacer sur les 240 000 emplois à pourvoir. Selon l'[Enquête sur les caractéristiques de la main-d'œuvre des entreprises de l'île de Montréal de 2005¹⁵](#), la proportion d'entreprises manufacturières qui prévoit des départs à la retraite est plus élevée que celle des entreprises de services et cette tendance est encore plus prononcée dans les entreprises de 100 employés et plus. C'est aussi dans le secteur manufacturier qu'une proportion plus grande d'entreprises indique n'avoir prévu aucun moyen pour faire face à ces départs à la retraite.

Toujours selon les résultats de cette enquête, la « planification de la relève et la succession de l'entreprise » semblent peu préoccuper les entreprises manufacturières et celles des secteurs des services, ignorant les défis que poseront bientôt les difficultés de remplacement de leur main-d'œuvre avec les départs à la retraite.

¹⁵ Emploi-Québec de Montréal et Écho sondage. Enquête sur les caractéristiques de la main-d'œuvre des entreprises de l'île de Montréal, juin 2005. Il s'agit d'une enquête téléphonique auprès de 6 709 entreprises de cinq employés et plus de la région de l'île de Montréal.



Recrutement plus difficile pour les PME

Le taux de roulement est plus élevé dans les petits établissements de 5 à 19 employés alors qu'il est plus faible dans les entreprises de 100 employés et plus¹⁶. Les entreprises du secteur des services signalent un plus grand taux de roulement que celles du secteur manufacturier. Enfin, le taux de roulement chez les travailleurs hautement qualifiés est plus bas que chez les autres travailleurs.

Par ailleurs, le taux de vacance de longue durée, c'est-à-dire la proportion de postes disponibles demeurés vacants pendant quatre mois et plus, est plus élevé dans les petites (de 5 à 19 employés) et les moyennes entreprises (de 20 à 99 employés) que dans les plus grandes (100 employés et plus)¹⁷. Le manque de candidats ayant « l'expérience » requise est la raison dominante qui explique les difficultés à pourvoir les postes dans les petites et moyennes entreprises.

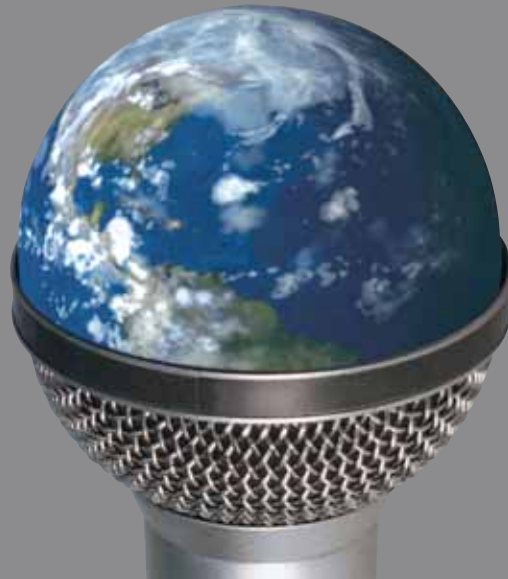
Les difficultés à pourvoir les postes vacants dans les entreprises de moins de 100 employés semblent toucher davantage des professions demandant une scolarité moindre, comparative-ment aux entreprises plus grandes qui rencontrent des difficultés de recrutement pour des professions demandant une scolarité supérieure.

ON VEUT CONNAÎTRE VOTRE OPINION! ON VOUS DONNE LE MICRO! LA PAROLE EST À VOUS! FAITES-VOUS ENTENDRE!

¹⁶ Centre d'étude sur l'emploi et la technologie (CETECH), Enquête sur le recrutement et l'emploi au Québec (EREQ) – dimension régionale, réalisée en 2005.

¹⁷ La région métropolitaine de Montréal couverte dans cette enquête comprend les cinq régions de Montréal, Laval, Laurentides, Lanaudière et Montérégie dans leur ensemble.

ENJEUX DU MARCHÉ DU TRAVAIL



ENJEUX
DU MARCHÉ DU TRAVAIL
MONTREALAIS
2 0 0 8 - 2 0 1 1



ON VEUT CONNAÎTRE VOTRE OPINION! ON VOUS DONNE LE MICRO! LA PAROLE EST À VOUS! FAITES-VOUS ENTENDRE!

Le marché du travail de l'île de Montréal prend du mieux depuis les dix dernières années. L'emploi a progressé de 23,2% (+177 100 emplois) durant cette période, comparativement à 18,7% (+592 600 emplois) pour le Québec et 20,1% (+310 800 emplois) pour la RMR de Montréal. Cette situation cache toutefois certains éléments fondamentaux qui empêchent le marché du travail de Montréal d'atteindre son plein potentiel.

AU NIVEAU DE LA MAIN-D' ŒUVRE

Le marché du travail de la région de l'île de Montréal connaît des changements depuis de nombreuses années qui se reflètent sur le profil de la clientèle d'Emploi-Québec. Depuis 2001, cette évolution se traduit aujourd'hui par les caractéristiques suivantes :

1) Importants changements dans la clientèle prestataire de services

- Diminution du nombre de prestataires tant de l'assurance-emploi que de l'aide sociale particulièrement chez les jeunes de 15 à 30 ans. Le nombre de familles monoparentales à l'aide sociale a également diminué¹⁸.
- Difficile réinsertion des personnes de plus de 45 ans et des faiblement scolarisées. Les travailleurs d'expérience¹⁹ ont vu leur situation se détériorer et constituent le seul groupe à avoir enregistré une augmentation du nombre de prestataires tant de l'assurance-emploi que de l'aide sociale.
- Obstacles à l'intégration du marché du travail par les personnes nées hors Canada. La proportion d'entre elles qui sont prestataires de l'aide sociale a augmenté malgré que leur nombre ait diminué²⁰. De plus, la présence à l'aide sociale²¹ des personnes immigrantes qui ont fait des études universitaires s'est accrue légèrement.

L'offre et la prestation de services d'Emploi-Québec doivent être constamment adaptées pour répondre adéquatement aux réalités changeantes du marché du travail qui auront des conséquences sur leurs clientèles. Il devient donc impératif de revoir la gamme des services et la prestation pour garantir une utilisation optimale des ressources. La région de Montréal ne peut se permettre d'exclure une partie de sa clientèle et doit donc voir à rejoindre tout le monde.

¹⁸ Il a diminué de 21,7% de 2001 à 2006, passant de 20 958 à 16 405.

¹⁹ Entre 2001 et 2006, les prestataires de l'assurance-emploi de 45 à 54 ans a augmenté de 9,9% (de 9 415 à 10 343) et celui des 55 à 64 ans a connu une hausse de 16,2% (de 4 987 à 5 793). Ainsi, on compte 12% plus de prestataires de l'assurance-emploi entre 45 et 64 ans (passant de 14 402 en 2001 à 16 136 en 2006). Du côté de l'aide sociale, ce sont les prestataires de 55 à 59 ans qui se démarquent par une hausse de 6,4% (8 194 à 8 716), alors que tous les autres groupes d'âge ont connu une baisse.

²⁰ Elle est passée de 47,2% en 2001 (51 512) à 52,2% en 2006 (50 172).

²¹ Elles sont passées de 5 988 à 6 137 (+2,5% entre 2001 et 2006).



2) Situation critique des minorités visibles à l'égard du marché du travail

- Croissance de la présence des personnes faisant partie de minorités visibles sur l'île de Montréal : selon les données du recensement de 2001, elles représentaient 77 % du total des minorités visibles du Québec et 19 % de la population totale de l'île.
- Difficulté d'intégration plus grande pour les minorités visibles. Leur situation sur le marché du travail est moins intéressante que celle des non-membres de minorités visibles en matière de taux de chômage²², de taux d'emploi²³ et de leur présence à l'aide sociale. Notons que 22,3 % des personnes faisant partie de minorités visibles prestataires de l'aide sociale sont faiblement scolarisées²⁴.
- Ces personnes rencontrent des problèmes spécifiques tels que la non-reconnaissance des formations acquises à l'étranger, le manque d'expérience sur le marché du travail au Québec et l'inadéquation entre le domaine de formation et les besoins du marché du travail, et qui peuvent expliquer en partie leurs difficultés à intégrer le marché du travail.

Aussi, compte tenu des besoins de remplacement de la main-d'œuvre à court et à moyen terme, le bassin de prestataires de l'aide sociale qui peut intégrer rapidement le marché du travail représente une solution intéressante. À cet égard, la clientèle issue de l'immigration, et plus particulièrement les personnes des minorités visibles, offre une possibilité qu'il ne faut pas négliger. La réduction du taux de chômage de cette clientèle et l'accroissement de son taux d'emploi constituera un enjeu majeur pour les prochaines années à Montréal.

À la lumière des réalités que vit la main-d'œuvre de l'île de Montréal, deux enjeux interpellent Emploi-Québec :

1) L'adaptation de l'offre et de la prestation de services d'Emploi-Québec pour mieux répondre aux réalités de ses clients individus et ce, en lien avec l'évolution prévue du marché du travail.

2) L'intégration et la participation accrues au marché du travail des personnes faisant partie des minorités visibles et de celles qui sont issues de l'immigration.

²² Les personnes de 15 à 64 ans faisant partie des minorités visibles avaient un taux de chômage de 16,6 %, par rapport à 7,5 % chez les non-membres des minorités visibles selon le recensement de 2001 de Statistique Canada.

²³ Pour ce qui est du taux d'emploi, l'écart est de 14,7 points de pourcentage, soit 55,8 % chez les personnes de 15 à 64 ans faisant partie des minorités visibles comparativement à 70,5 % chez celles qui n'en font pas partie. Pour le groupe des 15 à 29 ans, on observe un écart plus élevé de 21,3 points pour un taux d'emploi de 45,5 % chez les jeunes membres des minorités visibles par rapport à 66,8 % chez les non-membres de minorités visibles.

²⁴ Inférieur à la 5^e secondaire.



ON VEUT CONNAÎTRE VOTRE OPINION! ON VOUS DONNE LE MICRO! LA PAROLE EST À VOUS! FAITES-VOUS ENTENDRE!

AU NIVEAU DES EMPLOYEURS

Le vieillissement de la main-d'œuvre en emploi, dont une large part se prépare à quitter le marché du travail, est un facteur qui contribuera de manière importante à la dynamique de l'emploi des prochaines années. Dans un contexte hautement concurrentiel, il sera, en effet, de plus en plus difficile pour les entreprises d'assurer la qualité et le maintien des emplois. Rappelons les réalités auxquelles font face les employeurs :

1) Importants besoins de remplacement à prévoir

- Au cours des trois prochaines années, 170 000 postes seront ouverts au remplacement sur les 240 000 emplois à pourvoir. La proportion des entreprises manufacturières qui prévoient des départs à la retraite est plus élevée que celle des entreprises de services (17,2% contre 12,2%).
- La « planification de la relève et la succession de l'entreprise » semblent peu préoccuper les entreprises manufacturières et celles des secteurs des services, ignorant les défis que poseront les difficultés de remplacement de leur main-d'œuvre avec les départs à la retraite.
- Le taux de roulement est plus élevé dans les petits établissements de 5 à 19 employés et encore plus dans les entreprises de services que dans les entreprises manufacturières. Les difficultés à pourvoir les postes vacants dans les petites entreprises ont trait davantage au manque d'expérience de la main-d'œuvre recherchée.

Les besoins de remplacement seront au cœur des nouvelles réalités du marché du travail au cours des prochaines années. Certains secteurs d'activité économique semblent déjà en mode solution alors que d'autres ne mesurent pas encore les problèmes potentiels qui pourraient survenir.

2) Faible productivité des entreprises

- L'île de Montréal occupe une position de queue en matière de productivité comparativement à plusieurs métropoles canadiennes et américaines.
- La faiblesse de cette productivité trouve son explication d'une part dans le manque de compétence et de formation de la main-d'œuvre et, d'autre part, dans la faiblesse des investissements des entreprises en recherche et développement et dans des équipements.
- Avec la raréfaction de la main-d'œuvre que le vieillissement occasionnera et l'augmentation des pénuries de main-d'œuvre qui pourrait en découler, les entreprises devront apprendre à mieux utiliser les ressources, à faire plus avec autant, voire moins. L'augmentation de la productivité semble la seule solution possible, viable et souhaitable.



À VOUS! FAITES-VOUS ENTENDRE!

LA PAROLE EST À VOUS!

ON VEUT CONNAÎTRE VOTRE OPINION!

ON VOUS DONNE LE MICRO!

ON VEUT CONNAÎTRE VOTRE OPINION!

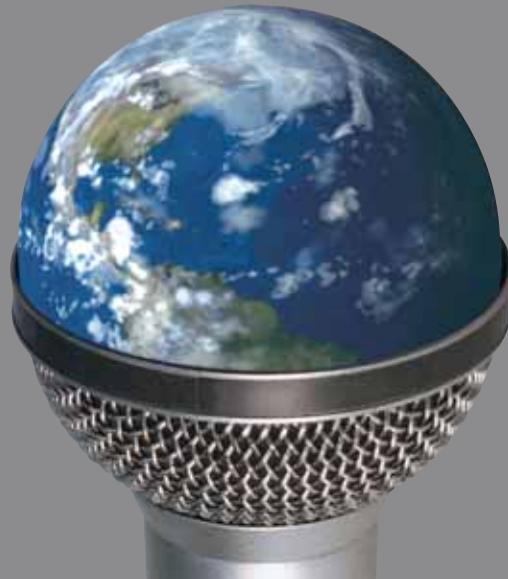
De même, la productivité des entreprises représente un élément important pour assurer la croissance de l'emploi et la santé économique d'une région. Emploi-Québec peut aider les entreprises à accroître leur productivité dans ses champs de compétence, soit la gestion des ressources humaines et la formation.

En regard de ces réalités que connaissent les employeurs, deux autres enjeux interpellent Emploi-Québec :

1) L'évaluation du potentiel d'intégration et de maintien en emploi de tous les groupes de travailleurs et l'identification des activités les plus efficaces qui permettront à Emploi-Québec de répondre aux besoins de remplacement de la main-d'œuvre des entreprises.

2) Les entreprises, qui ont le plus grand potentiel d'amélioration de leur productivité, seront ciblées afin de leur offrir le soutien dans des activités liées à la mission d'Emploi-Québec, soit la formation et la gestion des ressources humaines.

ANNEXE 1
RÉALITÉS MONTRÉALAISES EN BREF



ENJEUX
DU MARCHÉ DU TRAVAIL
MONTRÉALAIS
2 0 0 8 - 2 0 1 1



ENJEUX
DU MARCHÉ DU TRAVAIL
MONTRÉALAIS
2 0 0 8 - 2 0 1 1

L'ÎLE DE MONTRÉAL

- Avec 940 200 résidants en emploi en 2006, l'île de Montréal compte près de 25 % des 3,7 millions d'emplois au Québec, soit l'équivalent de son poids démographique.
- Le poids démographique de l'île de Montréal décroît autant par rapport à la RMR de Montréal (51 % en 2006 comparativement à 52,5 % en 2001) qu'en fonction de l'ensemble du Québec (24,6 % en 2006 comparativement à 25 % en 2001).
- L'île de Montréal est la région qui a connu la plus forte augmentation du nombre d'emplois entre 2002 et 2006 (6 %) tout en ayant l'un des plus faibles taux d'emploi à temps plein au Québec (47,6 %).
- En 2006, avec un taux de chômage de 10,1 %, Montréal a le troisième taux de chômage le plus élevé des 16 régions du Québec. Les 105 400 chômeurs qu'on y recense représentent 32,1 % de tous les chômeurs du Québec.

PERSONNES IMMIGRANTES ET MINORITÉS VISIBLES

- En 2001, les personnes de 15 ans et plus nées hors Canada représentaient 33,1 % de la population montréalaise, 52,2 % des prestataires de l'aide sociale et celles arrivées entre 1996 et 2001, avaient un taux de chômage de 23 %.
- En 2001, la proportion des personnes nées hors Canada dans la population active salariée était trois fois plus élevée sur l'île de Montréal (29,2 %) que dans l'ensemble du Québec (10,4 %) et deux fois plus élevée que dans la RMR de Montréal.
- Les données préliminaires du ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles (MICC), pour 2006 évaluent à 73,3 % la proportion des immigrants qui ont choisi l'île de Montréal pour s'établir. Les nouveaux arrivants choisissent encore majoritairement l'île de Montréal comme lieu de destination.

PETITES ENTREPRISES

- Les petites et moyennes entreprises, de 100 employés et moins, représentent 97 % des établissements sur l'île de Montréal.
- Au Québec, les petites entreprises représentent une proportion beaucoup plus élevée des entreprises que de l'emploi. Ainsi, neuf établissements sur dix comptaient moins de 20 employés en 2006, mais ces établissements employaient moins du tiers des travailleurs ; à l'opposé, les établissements de 100 employés et plus comptaient pour moins de 2 % de tous les établissements mais employaient près de 37 % des travailleurs.

ON VEUT CONNAÎTRE VOTRE OPINION! ON VOUS DONNE LE MICRO! LA PAROLE EST À VOUS! FAITES-VOUS ENTENDRE!



ENJEUX
DU MARCHÉ DU TRAVAIL
MONTRÉALAIS
2 0 0 8 - 2 0 1 1

PRODUCTIVITÉ

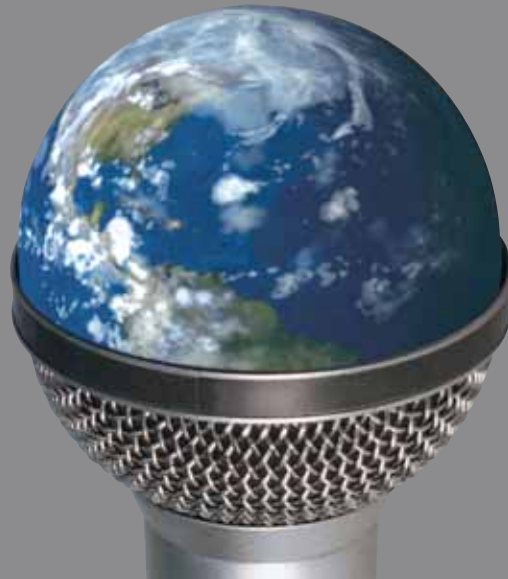
- L'examen territorial réalisé par l'OCDE en 2004 montre que la région métropolitaine de Montréal occupe une position de queue en matière de productivité comparativement à plusieurs métropoles internationales. Sur les 65 métropoles étudiées, la RMR de Montréal occupe le 49^e rang, Toronto et Vancouver arrivent respectivement aux 45^e et 50^e rangs.
- La faiblesse de cette productivité trouverait une explication dans :
 - le manque de compétence et de formation de la main-d'œuvre ;
 - l'insuffisance des investissements dans des équipements et le sous-investissement en recherche et développement ;
 - la composition de la structure économique de l'île de Montréal.

MOBILITÉ RÉGIONALE

- Le marché du travail de l'île de Montréal est d'abord et avant tout métropolitain. Selon le recensement de 2001, plus du tiers des postes sur l'île de Montréal sont occupés par des gens qui n'habitent pas sur l'île. Le nombre de postes recensés sur l'île de Montréal était estimé à 1 108 475, soit plus des deux tiers des postes de la RMR et plus du tiers des postes au Québec.

ON VEUT CONNAÎTRE VOTRE OPINION! ON VOUS DONNE LE MICRO! LA PAROLE EST À VOUS! FAITES-VOUS ENTENDRE!

ANNEXE 2
4 GRANDS ENJEUX



ENJEUX
DU MARCHÉ DU TRAVAIL
MONTREALAIS
2 0 0 8 - 2 0 1 1



ENJEUX
DU MARCHÉ DU TRAVAIL
MONTREALAIS
2 0 0 8 - 2 0 1 1

FAITES-VOUS ENTENDRE!

LA PAROLE EST À VOUS!

MERCI!

ON VEUT CONNAÎTRE VOTRE OPINION!

ON VOUS DONNE LE

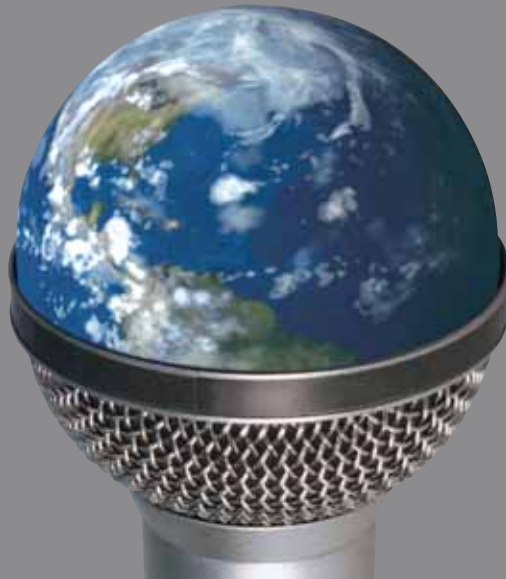
L'adaptation de l'offre et de la prestation de services d'Emploi-Québec pour mieux répondre aux réalités de ses clients individus et ce, en lien avec l'évolution prévue du marché du travail.

L'intégration et la participation accrues au marché du travail des personnes faisant partie des minorités visibles et de celles qui sont issues de l'immigration.

L'évaluation du potentiel d'intégration et de maintien en emploi de tous les groupes de travailleurs et l'identification des activités les plus efficaces qui permettront à Emploi-Québec de répondre aux besoins de remplacement de la main-d'œuvre des entreprises.

Les entreprises, qui ont le plus grand potentiel d'amélioration de leur productivité, seront ciblées afin de leur offrir le soutien dans des activités liées à la mission d'Emploi-Québec, soit la formation et la gestion des ressources humaines.

ANNEXE 3
GLOSSAIRE



ENJEUX
DU MARCHÉ DU TRAVAIL
MONTREALAIS
2 0 0 8 - 2 0 1 1



ON VEUT CONNAÎTRE VOTRE OPINION! ON VOUS DONNE LE MICRO! LA PAROLE EST À VOUS! FAITES-VOUS ENTENDRE!

Chômeurs et chômeuses : Personnes de 15 ans et plus qui, durant la semaine de référence, étaient disponibles pour travailler et avaient été mises à pied temporairement, avaient cherché un emploi au cours des quatre dernières semaines ou devaient commencer un emploi au cours des quatre prochaines semaines.

Emploi à temps partiel : Emploi de moins de 30 heures par semaine pour l'emploi principal ou l'emploi unique.

Emploi à temps plein : Emploi de plus de 30 heures par semaine pour l'emploi principal ou l'emploi unique.

Entreprise : L'entreprise (au sommet de la hiérarchie) est liée à un ensemble complet d'états financiers. L'entreprise est une unité statistique qui correspond à l'unité organisationnelle d'une firme qui dirige et contrôle l'affectation de ressources intéressant ses activités nationales et pour laquelle on établit des états financiers et des bilans consolidés à partir desquels il est possible de tirer des renseignements sur les transactions internationales, la situation des investissements internationaux et la situation financière générale de l'entité. L'entreprise correspond à l'unité institutionnelle du Système de comptabilité nationale.

Établissement : L'établissement est le niveau où les données comptables nécessaires pour mesurer la production sont disponibles (intrants principaux, recettes, salaires et rémunération). En tant qu'unité statistique, l'établissement est l'unité de production la plus homogène pour laquelle la firme tient des documents comptables desquels peuvent être tirées des données sur la valeur brute de la production (ventes totales ou expéditions, et stocks), le coût des matières premières et des services ainsi que la main-d'œuvre et le capital utilisés dans la production.

Faible revenu : Une des mesures du faible revenu est basée sur la moitié du revenu médian québécois après impôt. Notons que le revenu médian est ajusté en fonction de la taille et de la composition de la famille, afin de rendre compte du fait que les besoins d'une famille croissent à mesure que le nombre de membres augmente. En 2004, une famille québécoise composée de deux adultes et deux enfants est dite à faible revenu si son revenu familial après impôt est inférieur à 24 520\$, tandis que, dans le cas d'une famille monoparentale avec deux enfants, le seuil après impôt est fixé à 20 842\$.

Île de Montréal : Territoire de l'île incluant toutes les municipalités qui y sont situées géographiquement.

Ménage : Toute personne ou tout groupe de personnes vivant dans un même logement. Un ménage peut se composer d'une personne vivant seule, d'un groupe de personnes non apparentées ou d'une famille.



ENJEUX
DU MARCHÉ DU TRAVAIL
MONTREALAIS
2 0 0 8 - 2 0 1 1

ON VEUT CONNAÎTRE VOTRE OPINION! ON VOUS DONNE LE MICRO! LA PAROLE EST À VOUS! FAITES-VOUS ENTENDRE!

Minorités visibles : Le concept de « minorités visibles » désigne les personnes identifiées en vertu de la Loi sur l'équité en matière d'emploi, selon qu'elles sont ou non de race blanche. Selon cette loi, les Autochtones ne font pas partie des groupes de minorités visibles. (Sur la base d'une identification volontaire du répondant)

Personne en emploi (population active occupée) : Selon la définition des personnes occupées utilisée par l'**Enquête sur la population active** de Statistique Canada, les personnes en emploi sont les personnes qui habitent une région donnée et qui travaillent, peu importe le lieu de travail. Plus précisément, ce sont les personnes de 15 ans et plus qui a) exercent un travail quelconque contre rémunération ou à leur compte ou b) ont un emploi mais sont temporairement absentes de leur travail pour cause de vacances, de maladie, d'un conflit de travail ou pour d'autres raisons.

Population active : Population civile de 15 ans et plus (à l'exclusion des pensionnaires d'établissements) qui, durant la semaine de référence de l'enquête, était occupée ou en chômage, selon Statistique Canada.

Population de 15 ans et plus : Toutes les personnes de 15 ans et plus, résidant sur le territoire étudié, à l'exception des personnes vivant dans les réserves indiennes, des pensionnaires d'institution et des membres des Forces armées.

Population immigrante : Personnes qui sont des immigrants reçus ou qui l'ont déjà été. Un immigrant reçu est une personne à qui les autorités de l'immigration ont accordé le droit de résider au Canada en permanence. Certains immigrants résident au Canada depuis un certain nombre d'années, alors que d'autres sont arrivés récemment.

Immigrant reçu : Désigne les personnes qui sont immigrantes reçues au Canada ou l'ont été. Un immigrant reçu est une personne à qui les autorités de l'immigration ont accordé le droit de résider au Canada en permanence. Les citoyens canadiens de naissance et les résidents non permanents (étrangers vivant au Canada avec un permis de travail ou d'études, ou qui se réclament du statut de réfugié, ainsi que les membres de leur famille vivant avec eux) ne sont pas considérés comme des immigrants reçus.

Personnes nées hors Canada : Toute personne qui n'est pas née au Canada. Il s'agit de personnes ayant acquis la citoyenneté canadienne, de personnes en attente ou ayant obtenu le droit de résidence au Canada ou encore de revendicateurs du statut de réfugié.

Prestataires de l'aide sociale : Personnes capables de travailler ou présentant certaines contraintes à l'emploi (temporaires) qui reçoivent de l'aide financière de dernier recours parce qu'elles n'ont pas les ressources suffisantes pour subvenir à leurs besoins et à ceux de leur famille. Les prestataires de l'aide sociale sans contrainte ou avec contraintes temporaires sont considérés comme des prestataires aptes à être intégrés ou réintégrés au marché du travail.



ON VEUT CONNAÎTRE VOTRE OPINION! ON VOUS DONNE LE MICRO! LA PAROLE EST À VOUS! FAITES-VOUS ENTENDRE!

Prestataires de l'assurance-emploi : L'expression « Prestataires de l'assurance-emploi » se limite aux personnes actives et aptes au travail qui reçoivent de l'aide financière du gouvernement fédéral parce qu'elles ont habituellement cessé d'être rémunérées par leur employeur et qu'elles ont exercé un emploi assurable pendant un certain nombre d'heures, en excluant les prestataires qui reçoivent des prestations de maternité, parentales ou de maladie.

Productivité de la main-d'œuvre (productivité du travail) : Valeur ajoutée annuelle des biens et services produits par heure travaillée.

Produit intérieur brut : Le PIB est défini comme la valeur sans double compte des biens et services produits dans le territoire économique d'une région au cours d'une période donnée, sans égard au caractère étranger ou non de la propriété des facteurs de production. Le PIB aux prix de base correspond au PIB calculé aux prix du marché, moins les prélèvements fiscaux applicables aux produits, plus les subventions à la consommation.

Région métropolitaine de recensement (RMR) : Une région métropolitaine de recensement est formée d'une ou de plusieurs municipalités adjacentes situées autour d'une grande région urbaine (appelée noyau urbain). Une RMR doit avoir une population d'au moins 100 000 habitants et le noyau urbain doit compter au moins 50 000 habitants. Pour être incluses dans une RMR, les autres municipalités adjacentes doivent avoir un degré d'intégration élevé avec la région urbaine centrale, lequel est déterminé par le pourcentage de navetteurs établi d'après les données du recensement sur le lieu de travail.

Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN) : Système de classification des activités économiques qui regroupe les unités de production (établissements) en industrie selon la similitude de leur processus de production. Commun aux trois pays de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA), ce système de classification a été élaboré afin de pouvoir comparer les statistiques industrielles produites au Canada, aux États-Unis et au Mexique. Il remplace la Classification type des industries (CTI) depuis 1997 et nous utilisons sa version de 2002.

Taux de chômage : $(\text{nombre de chômeurs} / \text{population active}) \times 100$.

Taux d'activité : $(\text{population active} / \text{population de 15 ans et plus}) \times 100$.

Taux d'emploi : $(\text{nombre d'emplois} / \text{population de 15 ans et plus}) \times 100$.

Taux de prestataires de l'aide sociale : Nombre de prestataires adultes sans contraintes à l'emploi divisé par le nombre de personnes de 15 à 64 ans (au recensement de 2001) multiplié par 100.

Taux de prestataires de l'assurance-emploi : Nombre de prestataires actifs et aptes au travail divisé par le nombre de personnes de 15 à 64 ans (au recensement de 2001) multiplié par 100.

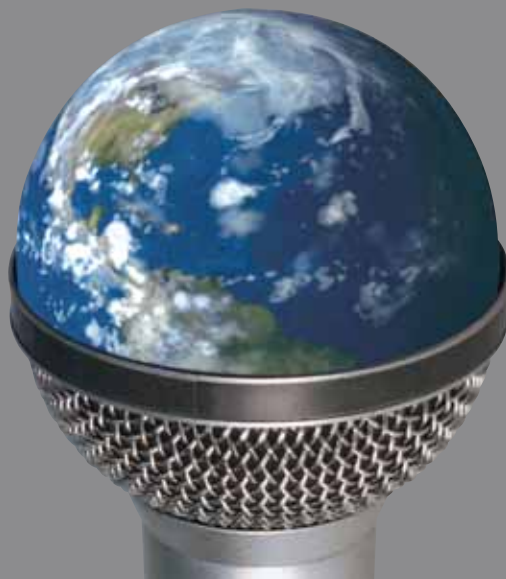


Travail autonome ou emploi autonome : Concept concernant les travailleurs indépendants, c'est-à-dire les propriétaires actifs d'entreprises constituées en société, d'une exploitation agricole ou d'un bureau professionnel. Ce groupe se subdivise en deux catégories : avec aide rémunérée et sans aide rémunérée. Entrent également dans cette catégorie les propriétaires actifs d'une entreprise, d'une exploitation agricole ou d'un bureau professionnel non constitués en société et les travailleurs indépendants qui n'ont pas d'entreprise (par exemple, les gardiennes d'enfants et les livreurs de journaux). (Statistique Canada - 2002).

Valeur ajoutée : Valeur des biens et services produits au cours d'une année par un secteur d'activité économique, moins la valeur des biens et services incorporés dans le processus de production.

ON VEUT CONNAÎTRE VOTRE OPINION! ON VOUS DONNE LE MICRO! LA PAROLE EST À VOUS! FAITES-VOUS ENTENDRE!

ANNEXE 4
ACRONYMES



ENJEUX
DU MARCHÉ DU TRAVAIL
MONTREALAIS
2 0 0 8 - 2 0 1 1



ON VEUT CONNAÎTRE VOTRE OPINION! ON VOUS DONNE LE MICRO! LA PAROLE EST À VOUS! FAITES-VOUS ENTENDRE!

CAMO	Comité d'adaptation de la main-d'œuvre
CCMM	Chambre de commerce du Montréal métropolitain
CETECH	Centre d'étude sur l'emploi et la technologie (Emploi-Québec)
CLE	Centre local d'emploi
CMM	Communauté métropolitaine de Montréal
CSMO	Comité sectoriel de main-d'œuvre
EPA	Enquête sur la population active (Statistique Canada)
HEC	Hautes études commerciales Montréal
INRS	Institut national de la recherche scientifique
ISQ	Institut de la statistique du Québec
LIC	Liste des industries et des commerces
MELS	Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport
MICC	Ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles
PIB	Produit intérieur brut
PIB per capita	Produit intérieur brut par habitant
R-D	Recherche et développement
RMR	Région métropolitaine de recensement
SCIAN	Système de classification des industries de l'Amérique du Nord
TIC	Technologies de l'information et des communications